

COP 27 sur le climat, enjeux et bilan

dimanche 20 novembre 2022, par [Yveline Nicolas](#)

La 27e session de la Conférence des parties (COP 27) en Egypte s'est achevée dimanche 20 novembre 2022 en Egypte. C'est un échec en ce qui concerne les réductions des émissions de gaz à effet de serre, mais une avancée pour la reconnaissance de la "réparation" des dégâts irréversibles dans les pays les plus "vulnérables".

L'article ci-dessous donne des ressources du point de vue officiel et des organisations de la société civile, notamment féministes. (Cf. au sommaire : "Le genre dans les négociations et instances climatiques, les mobilisations féministes").

Sommaire de cet article

- [Bilan de la COP27](#)
- [Contextes et enjeux de la COP 27](#)
- [Mobilisation des sociétés civiles](#)
- [Le genre dans les négociations et instances climatiques, les mobilisations féministes](#)
- [La Contre Cop en Afrique du 17 au 21 octobre](#)
- [Les organisations de la société civile représentées aux négociations climat](#)
- [Processus de préparation de la COP 27](#)

Bilan de la COP27

La 27e session de la Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 27) s'est tenue du dimanche 6 au samedi 19 novembre 2022 en Egypte dans la station balnéaire de Sharm El-Sheikh, située à l'extrémité sud de la péninsule du Sinaï ; dans le Centre international de conférence (SHICC) El Salam Road. Environ 30 000 délégués des Etats, des institutions et acteurs non étatiques y ont participé.

Comme souvent, et après avoir frôlé l'échec total avec des discussions particulièrement conflictuelle, la COP s'est prolongée samedi 19 novembre pour tenter de parvenir à un accord, qui a été conclu dimanche 20 entre les 196 Etats de l'ONU.

- [COP 27, Texte final Plan de mise en oeuvre de Sharm el-Sheikh \(en anglais\)](#)

- [Tous les textes adoptés à la COP27 \(en anglais\)](#)

- [Discours du secrétaire général de l'ONU à l'issue de la COP 27](#)

Parmi les enjeux essentiels (cf. ci-dessous "contexte et enjeux COP27") figurait la reconnaissance de la "réparation" des « pertes et dommages », dégâts irréversibles causés par le dérèglement climatique dans les pays les plus "vulnérables". Cette reconnaissance de la responsabilité des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre et des nécessaires réparations qui en découlent, constitue une victoire par les organisations des sociétés civiles, notamment au Sud, qui travaillaient depuis des années à la promouvoir, en tant qu'application concrète de la notion de "justice climatique".

Un engagement pour un fonds de financement a été acté, promu notamment par l'Union européenne (qui l'avait refusé l'année dernière à la COP de Glasgow), même si les modalités resteront à travailler ultérieurement, car les 360 millions de dollars abondés par l'Union européenne et une dizaine d'Etat sont un premier pas lilliputien au regard des besoins. Des propositions seront faites d'ici la prochaine COP ; ce nouvel acquis sera très suivi par les pays du Sud et les organisations de la société civile.

Pour la première fois et grâce aux mobilisations citoyennes, la déclaration de la COP27 fait une référence au "droit à un environnement propre, sain et durable" ("clean, healthy and sustainable") comme droit

humain universel, découlant de la reconnaissance de ce droit par le Conseil des droits humains en octobre 2021 puis par une [résolution de l'ONU en juin 2022](#).

Mais pour l'effectivité de ces droits, des changements structurels sont nécessaires. Sinon les "avancées" ne concerneront jamais que les effets du changement climatique, lançant de nouvelles discussions interminables sur le montant des financements, qui sera toujours insuffisant et pourrait même s'apparenter à du gaspillage tant qu'on ne s'attaque pas aux causes systémiques. Or cette COP est un échec en ce qui concerne les réductions des émissions de gaz à effet de serre : rien de nouveau n'y a été décidé, les pays les plus émetteurs n'ont pas présenté de nouveaux plans climat ; [l'Accord de Paris](#) n'a prévu aucun mécanisme contraignant ou de sanction. L'objectif des 1,5° de réchauffement figurant dans les précédents accords reste affiché, en dépit d'attaques par certains pays. Mais il apparaît déjà dépassé ; les émissions de GES mettent la planète sur une trajectoire d'au moins 2,4° à la fin du siècle.

L'élimination de toutes les énergies fossiles n'a pas pu figurer dans la déclaration finale de la COP 27, qui reste sur "l'abandon progressif du charbon" et la fin des "subventions inefficaces" aux combustibles fossiles. La présence massive de représentants de ces industries a été remarquée (636 lobbyistes selon des ONG). Les modestes délégations nationales des pays les plus affectés par la crise climatique ne font pas le poids face à cette invasion exponentielle depuis quelques années. (*Voir ci-dessous dans "enjeux de la COP27"*). Dans le contexte de l'insécurité énergétique sur fond de guerre en Europe, une quinzaine d'accords pour des approvisionnements en gaz étaient en négociations ou conclus au moment de la COP.

Les modalités de mise en place de nouveaux marchés carbone (actés à l'article 6 de l'accord de Paris), sont renvoyées à la prochaine conférence climat, notamment la définition des "puits de carbone". Les mécanismes de "compensation carbone" permettant à des Etats et des entreprises de financer des programmes dans des pays du Sud sont très critiqués par les organisations de la société civile au vu de leurs impacts sur l'accaparement des terres, le reboisement intensifs, et les atteintes aux droits humains des communautés locales.

Un autre sujet stratégique pour le climat, le modèle agricole et alimentaire, qui bénéficie enfin d'un groupe de discussion depuis la COP présidée par les Iles Fidji en 2017 (le « dialogue de Koronivia »), n'a abouti à rien de concret. Le modèle alimentaire, la distribution, l'agroécologie ne sont toujours pas mentionnés, tandis qu'en parallèle, différentes initiatives d'Etats (Etats-Unis, Emirats arabes unis, Egypte...) promeuvent des solutions technologiques et industrielles.

Les "fausses solutions climat" ont donc toujours le vent en poupe, s'efforçant toujours de capter les nouveaux financements, tandis que la réforme du système économique commercial et financier mondialisé n'est jamais abordé de front et qu'aucun lien n'est fait avec d'autres lieux de négociations, qui datent d'une époque antérieure (Organisation mondiale du commerce, Institutions financières internationales, Accords de libre-échange, banques et agences de développement, etc.).

De même, le lien avec la biodiversité n'a été abordé qu'à la marge, alors que la COP15 de la Convention sur la biodiversité, du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal, au Canada, doit réunir les Etats pour décider d'une nouvelle série d'objectifs et d'actions mondiales jusqu'en 2040. Les "solutions fondées sur la nature" ou "Nature positive" sont une notion assez équivoque, promue à l'origine par les grandes organisations de conservation de la nature (protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés), mais pouvant être détournées en pratiques de compensation carbone ou d'aires protégées non concertées avec la population locale.

La COP 28, qui aura lieu du 30 novembre au 12 décembre 2023 aux Emirats arabes unis, doit faire le bilan mondial de la mise en oeuvre de l'Accord de Paris (COP 21). Des inquiétudes s'expriment sur le symbole de non durabilité que représente Dubaï...

2022 marquait le 30ème anniversaire de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, adoptée en 1992 au Sommet de la Terre à Rio. Cette COP constitue une bonne illustration du temps nécessaire pour que des questions essentielles arrivent enfin dans les textes officiels (comme le droit à un environnement sain, les réparations) ou au moins dans la discussion en groupes de travail (le

modèle agroalimentaire, les énergies fossiles). Mais, entre pression d'organisations de la société civile pour la justice climatique, atermoiements des Etats les plus émetteurs de GES, ingérence des représentants des industries fossiles dans les négociations, la société humaine peut-elle encore se permettre qu'il faille plusieurs générations pour voir une avancée, alors que le réchauffement climatique s'accélère et que les catastrophes se multiplient ?

- [A lire aussi : "Mobilisations féministes, prise en compte des femmes et du genre à la COP 27"](#)

- Déclaration de la société civile pour la justice climatique. Document publié à la fin de la COP 27, signé par les représentant-es des peuples indigènes, des femmes, des jeunes, des travailleurs-ses et des mouvements pour l'environnement et la justice climatique. [Télécharger \(en anglais\)](#)

Contextes et enjeux de la COP 27

Alors que l'ONU sonne l'alarme sur l'accélération de la situation climatique, sur fond de crise énergétique, alimentaire et diplomatique, les Etats vont discuter, une fois de plus, de la mise en oeuvre des engagements pris lors des précédentes COP : réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ; adaptation aux changements climatiques ; redevabilité ; modalités d'octroi de financements supplémentaires pour les pays en développement confrontés à des pertes et dommages irréversibles dus aux effets des changements climatiques.

Les actualisations des engagements des États ("Contributions nationales déterminées" que les pays doivent actualiser à la hausse tous les cinq ans et qui devaient être fournis pour le 23 septembre) placent la planète sur une trajectoire de + 2,5 °C à + 2,8 °C au cours du 21ème siècle, loin des 1,5° de l'Accord de Paris. Sachant que le réchauffement global atteint déjà une moyenne de 1,1° (+ 1,7° pour la France depuis 1900). Il faudrait diminuer de 45% les émissions de GES d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2019 pour limiter le réchauffement à 1,5° et de 30% pour le limiter à 2°. Mais les émissions sont reparties à la hausse, après une période de baisse due à la crise sanitaire. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'Organisation météorologique mondiale, 2021 marque un record dans les émissions et leur concentration dans l'atmosphère. Le 27 octobre dernier, le groupe ["Scientist Rebellion" a publié une lettre ouverte](#) signée de 1000 scientifiques de plus de 40 pays alertant sur le fait que l'objectif de 1,5° maximum de réchauffement global est caduc puisque cette hausse sera atteinte d'ici une dizaine d'année.

Plus de 40% de la population de la planète (qui va atteindre 8 milliards de personnes le 15 novembre 2022) habite dans des régions vulnérables aux changements climatiques. Ainsi, l'Afrique n'est responsable que d'environ 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre liées à l'énergie et de 7% des émissions totales. Pourtant c'est l'une des régions du monde les plus touchées par les impacts du réchauffement global : sécheresses, inondations, incendies, dégradation des terres agricoles, érosion du littoral.

Or, les 100 millions de dollars additionnels par an de financement pour l'adaptation climatique des pays pauvres, promis à la COP15 en 2009, ne sont toujours pas atteints et leurs modes de calcul peu clairs. [Un plan de mise en oeuvre avait été adopté à la COP26, suivi par le Canada et l'Allemagne.](#) Cet enjeu, qui alimente les clivages entre pays riches et pays "des Suds" ("Groupe des 77" et Chine), est de plus en plus central dans les négociations et constitue un indicateur de réussite ou d'échec de la COP. Le montant des "pertes et dommages" dus aux changements climatiques est estimé entre 300 et 600 milliards de dollars par an d'ici 2030, chiffre qui pourrait tripler à partir de 2050. Récemment, les inondations qui ont affecté un tiers de la surface du Pakistan, détruisant 1,7 millions de logements, avec près de 8 millions de personnes déplacées, une pollution des sources d'eau potable, etc. ont illustré la gravité de la situation. Le gouvernement estime le coût de cette catastrophe, qui fait basculer des millions de personnes dans la misère, à 30 milliards de dollars. Le Pakistan, qui compte plus de 225 millions d'habitant-es, est responsable historiquement de moins de moins de 0,5% des émissions de gaz à effet de serre mondiales.

A titre de comparaison des budgets, notons que les dépenses militaires mondiales ont dépassé pour la première fois, en 2021, les 2000 milliards de dollars (2 113 milliards) (Stockholm International Peace Research Institute). [\[1\]](#). Par ailleurs en 2022, les énergies fossiles ont bénéficié de plus de 700 milliards

de subventions.

La présidence égyptienne de la COP 27 souhaite accorder une place importante aux questions agricoles et alimentaires, qui jusqu'à présent ont toujours été négligées. Le secteur est responsable d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre dans le monde mais 3% seulement des financements climatiques sont affectés à la transformation du modèle agroalimentaire.

- [Enjeux en discussion : bilan de la COP26 à Glasgow en 2021](#)
- [Bilan fait par la CCNUCC des engagements des Etats \(octobre 2022\) \(en anglais\) ; Télécharger le rapport complet \(en anglais\)](#)
- Rapport 2022 du PNUE "Sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions". [Résumé en français](#)
- [Communiqué Organisation météorologique mondiale, 16/10/2022](#)
- [Textes adoptés à la COP26 en 2021 \(en anglais\)](#)
- [Site web de la CCNUCC, COP27](#)
- [Site youtube qui retransmettra certains événements en direct](#)
- [Ordre du jour et documents de travail de la COP27](#)
- [Calendrier de la COP \(téléchargement pdf\)](#)
- [Participation à la COP27](#)
- [Calendrier des journées thématiques, information sur les événements, conférences, expositions](#)
- Calendrier et détails des "journées thématiques" (Finances, Science, Jeunes, Decarbonisation, Adaptation et agriculture, Genre, Eau, Société civile, Energie, Biodiversité, Solutions). [Télécharger \(pdf\)](#)
- Site web de la COP27 présidée par l'Egypte (en anglais) : <https://cop27.eg/> (Le ministre égyptien des affaires étrangères est le président de la COP27 (Sameh Shoukry).
- Les organisations de la société civile et acteurs économiques sont représentés dans la "zone verte" de la COP, accessible à tous. [Informations sur la zone verte](#)
- La COP28 devrait avoir lieu en 2023 à Dubaï aux Emirats Arabes Unis et faire un "bilan mondial" des engagements climatiques...

Mobilisation des sociétés civiles

Déclaration de la société civile pour la justice climatique. Document publié à la fin de la COP 27, signé par les représentant-es des peuples indigène, des femmes, des jeunes, des travailleurs-ses et des mouvements pour l'environnement et la justice climatique. [Télécharger \(en anglais\)](#)

Comme à chaque COP climat, une Coalition internationale d'organisations de la société civile pour la COP27 s'est constituée pour plaider pour la justice climatique : <https://www.cop27coalition.org>. Cette coalition est animée par des mouvements d'Afrique, Egypte et pays arabes.

La Coalition COP27 appelle les organisations de la société civile et les militant·es à **se mobiliser et à organiser des actions décentralisées à travers le monde le 12 novembre 2022.**

- [La liste des membres](#)
- [Les revendications](#)
- [Marches pour le climat en France le 12 novembre](#). A Paris : sur le parvis de Notre-Dame. [Autres villes et régions ; kit de communication](#)

De nombreuses organisations de la société civile plaident pour la "justice climatique". Les pays et les groupes sociaux les plus pauvres sont aussi historiquement les moins responsables du dérèglement climatique et des choix des modèles de développement insoutenable. Inégalités écologiques et climatiques vont de part avec inégalités économiques sociales et politiques. Les pays et acteurs économiques responsables de la crise climatique et écologique, des catastrophes et des dégradations des écosystèmes ont une « dette écologique ». Cette dette devrait être remboursée par le financement de « réparations » aux groupes et pays impactés. Les OSC demandent également que les investissements dans les énergies fossiles soient discutés lors des COP, ce qui n'est pas le cas actuellement, de même que, d'une manière

générale, le système économique et commercial mondialisé, qui est largement à l'origine du déséquilibre écologique. A court terme, des taxes sur les "super-profits" des industries fossiles et sur les transactions financières pourraient contribuer à alimenter des fonds climat de même que l'annulation de la dette financières des pays les plus pauvres.

Les organisations de la société civile alertent aussi sur les "fausses solutions climat" : marchés et compensation carbone, énergie nucléaire, agro-industrie rebaptisée "agriculture intelligente" et alimentation toujours plus transformée, agrocarburants, technologies de manipulation du climat, de capture carbone et géo-ingénierie, etc. L'enjeu est : comment empêcher que le modèle économique capitaliste s'appuie sur la crise écologique et climatique pour se maintenir et accroître encore le champ de la marchandisation et de la financiarisation des biens communs.

Les OSC insistent également pour la prise en compte des enjeux agricoles et alimentaires, longtemps restées absentes des négociations, alors que le secteur représente 37% des émissions de GES dans le monde. L'élevage industriel notamment est cause d'émissions de méthane, gaz qui contribue fortement au réchauffement climatique.

Le "Zéro émissions nettes" ou la "neutralité carbone" promus par les Etats riches et les entreprises (compensation carbone, marché international du carbone de l'article 6 de l'Accord de Paris) est interprété par les OSC comme vente et achat de "droits à polluer" au lieu de favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment des entreprises. Ces mécanismes de compensation contribuent dans de nombreux cas à l'accélération de l'accaparement des terres, aux reboisements industriels qui dégradent les écosystèmes et la biodiversité, à la construction d'infrastructures polluantes (barrages, déchets) dans les pays pauvres, avec des risques documentés d'atteintes aux droits humains et au principe du "libre consentement", notamment des expropriations. Le dispositif de recours en justice adopté à la COP26 pour les personnes et groupes affectés par des projets de compensation carbone n'est pas probant et la tendance est à élargir la compensation carbone aux terres cultivées et même aux océans. Au bout du compte, l'ensemble des terres agricoles finiraient par être utilisées par des projets de compensation carbone, ce qui démontre l'absurdité du mécanisme...

Droits humains et sécurité des militant-es à la COP27

La [Global Climate Legal Defense Network](#) se tient à disposition et fournit des informations pour la protections des militant-es climat. Télécharger la brochure ["Know Your Rights ? A Legal Protection Guide for Activists Attending COP 27"](#)

Un guide de sécurité pour les jeunes militants climatiques participant à la COP27 et les contacts en cas de problème : [Safety Hub](#)

La tenue de la COP climat dans un pays africain offre une occasion pour les organisations de la société civile africaines de faire entendre leurs voix. Cependant des doutes sont exprimés sur le fait d'organiser cet événement stratégique pour le climat dans un pays qui ne respecte pas les droits humains ; beaucoup craignent des restrictions de participation, manifestation et des risques pour la sécurité, notamment des femmes et des militants écologiques. Le slogan "No climate justice without human rights" a été un fil conducteur des actions des organisations de la société civile à la COP27.

- [réaction d'Amnesty International](#) ; [Human Rights Watch](#) ; [Reporterre](#).

- [Pétition de la coalition égyptienne des droits humains sur la COP27](#).

- Informations de International Service for Human Rights sur la solidarité avec la société civile égyptienne et les prisonniers politiques dans le contexte de la COP [sur youtube](#)

- Alaa Abd el-Fattah, détenu politique emblématique de la révolution de 2011 est en grève de la faim et de la soif depuis l'ouverture de la COP. Selon des organisations des droits humains, il y aurait plus de 60 000 prisonniers politiques en Egypte. [Plaidoyer urgent à signer](#)

Toutes les mesures covid ont été levées en Egypte et les certificats de vaccination ne sont pas obligatoires. [Informations visa](#)

Analyses et positions d'organisations de la société civile

- Note de position COP 27 du Réseau Action Climat. [Télécharger](#)
- Centre national de coopération au développement Belgique. [Télécharger](#)
- L'ONG <https://climateactiontracker.org/> effectue un suivi des engagements des Etats.
- [Articles et analyses sur le portail des médias libres](#)
- [Global Witness : 636 lobbyistes des industries fossiles à la COP27](#)
- Appel société civile "[Cessez de financer la catastrophe climatique ! Les grandes banques font partie du problème, pas de la solution](#)"
- Mouvement mondial pour les forêts tropicales, "[Une réflexion critique sur la participation aux processus internationaux d'élaboration des politiques forestières](#)"
- Observatoire des multinationales, [rapport 2022 \(cf. p. 52 à 60, impact climat environnement\)](#)

Le genre dans les négociations et instances climatiques, les mobilisations féministes

Prise en compte des femmes et du genre au niveau officiel

L'égalité de genre fait partie de l'ordre du jour des COP climat, sur la base notamment du suivi du Plan d'action genre de la Convention climat, adopté pour 5 ans à la COP 25 en 2020 et qui fait l'objet d'un texte de bilan adopté à la COP 27. Une journée genre est également organisée le 14 novembre 2022. En amont de la COP, le secrétariat de la CCNUCC produit un rapport sur l'avancée de la prise en compte de la parité et de l'égalité dans les organismes et les processus des conférences climat.

- [Télécharger le rapport du SG ONU du 28 août 2022 \(en anglais\)](#)
- [Rubrique sur le genre de la CCNUCC](#)
- [Présentation du Gender Day](#)
- [Plan d'action genre de la CCNUCC](#)
- [Texte adopté à la COP 27 sur le bilan du Plan d'action genre 19 novembre 2022 \(en anglais\)](#)
- [Bilan de la COP26 de 2021 dans le domaine de l'égalité femmes-hommes](#)

Programme du "Gender Day", 14 novembre 2022

- 09:00 - 10:00, Room P14 : Opening : Women's Agency in Climate Dialogues and Implementation, Win Win for All
- 10:30 - 11:30, Room P14 : High Level Panel : Voice of Women Leaders in Climate Debates, Policies, Implementation and Beyond
- 12:00 - 13:00, Room P14 : Women and Climate Change Finance
- 13:30 - 14:30, Room P14 : African Women Climate Change Realities : Adaptation, Mitigation and Response
- 15:00 - 16:00, Room P14 : COVID-19 and Climate Change : Women at the Center of Planning and Response
- 16:30 - 17:30, Room P14 : Women Livelihood Within Just Economic Transition
- 18:00 - 19:00, Room P14 : Closure of the Gender Day and Press Conference

Mobilisations féministes

Les organisations de femmes et féministes sont représentées aux COP climat par le [Women Gender Constituency \(WGC\)](#), établi en 2009 et qui rassemble actuellement 34 organisations de la société civile agissant sur les questions de genre et environnementales.

À l'occasion de la COP27, le WGC diffuse un texte de plaidoyer "Demandes pour un monde juste pour le genre et le climat" (COP27 : Demands for a Gender and Climate Just World)

- [Présentation](#)
- Note d'analyse du Plan d'action genre de la CCNUCC ([avril 2022, en anglais](#))

- [Téléchargement du texte complet \(en anglais\)](#)
- Campagne #FeministClimateJustice !
- Le WGC soutient également le plaidoyer des femmes et filles africaines pour la COP27 (cf. ci-dessous) et [lecture en ligne des revendications](#)

Plus de 150 féministes africaines ont lancé un appel avant la COP27.

- [Communiqué](#)
- "Défendons notre pouvoir : Revendications des femmes et des filles africaines pour la COP27".
[Télécharger le texte en français](#)
- [Résumé des demandes sur youtube](#)

Le Women Gender Constituency propose une synthèse des nombreux événements concernant le genre et les femmes à la COP27. [Télécharger \(en anglais\)](#)

Le WGC organise, le 14 novembre, au moment du "Gender Day" de la COP, pour la septième année consécutive, la remise des Prix décernés aux Solutions genre et justice climatique (17h à 17h40 au Climate Action Hub). Trois lauréate-es (du Togo "Les femmes révolutionnent la filière karité", Pakistan "Climat et conditions de travail pour le cueilleuses de coton", Inde "Allier savoir ancestral et science moderne : des écoféministes aux pieds nus protègent leur environnement") ont été sélectionnées parmi les 259 candidatures reçues, de 119 pays.

- [Dossier de presse](#)
- Brochure 2022 sur les Solution genre et climat. [Téléchargement \(en français\)](#)
- [Base de données des initiatives présentées les dernières années](#)

WEDO (Women's Environment & Development Organization) publie chaque année un bilan de la participation des femmes aux délégations nationales dans les négociations climatiques. [Télécharger la note 2002 \(en anglais\)](#). Cette participation est passée de 30% de femmes en 2009 à 38% en 2021. Dans les COP climat, il n'y avait que 10% de femmes à la tête d'une délégation nationale et 13% en 2021.

Parmi les réseaux féministes actifs sur les questions climat et présent à la COP, [Women's Earth and Climate Action Network \(WECAN\)](#) a publié un rapport sur la prise en compte insuffisante du genre dans les politiques climat des pays du G20, pays responsables de près de 80% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. [Télécharger \(pdf, en anglais\)](#). WECAN alerte également sur les [impacts en termes de genre et race des industries fossiles en Amérique du Nord](#).

L'Assemblée des femmes pour le climat

Dans le cadre de la contre COP africaine (cf. ci-dessous), une **Assemblée des femmes pour le climat** s'est tenue au Nigéria à Port Harcourt et en numérique, le 19 octobre, 9h à 11h GMT (11h à 13h à Paris) ; sur le thème "Nos rêves et revendications pour une justice climatique et de la dette : Une conversation avec des militantes africaines en direct du delta du Niger", organisé par Assemblée des femmes pour le climat - [WoMin](#) et Kebetkache Women Development & Resource Centre [Kebetkache](#).

Cette Assemblée, qui a réuni 150 représentantes de douze pays africains, "visait à renforcer et à unifier les luttes menées par les femmes contre les projets de grandes d'envergure et les fausses solutions à la crise climatique, offrir aux femmes une plateforme puissante pour proposer et avancer les solutions de développement réelles dont les femmes africaines et leurs communautés ont besoin pour survivre aujourd'hui et demain. Cela représente le début d'une assemblée permanente des femmes africaines pour la justice climatique et le développement".

- [Inscriptions](#)
- [Informations, déclaration](#)
- [Bref compte-rendu](#)

La Contre Cop en Afrique du 17 au 21 octobre

Des mouvements de la société civile en Afrique, regroupés notamment dans [Africa Climate Justice Group \(ACJG\)](#), qui avait organisé une "contre-COP 26" en 2021, se sont mobilisés pour une contre-COP en Afrique, dans la semaine du 17 au 21 octobre 2022.

- [Informations](#)
- [Programme \(transmission en zoom\)](#)
- [Déclaration sur la justice climatique aux gouvernements africains](#)

Les organisations de la société civile représentées aux négociations climat

D'une manière générale, les organisations de la société civile sont officiellement représentées à la Convention des Nations unies sur le changement climatique. Une partie des organisations de la société civile (OSC) qui suivent les négociations sont rassemblées dans le RINGO ([Research and Independent Non-Governmental Organizations](#)). D'autres organisations de la société civile se rassemblent dans un groupe appelé "ENGOs" (Environmental NGOs). [Liste des OSC agréées par la CCNUCC](#).

De leur côté, les organisations de femmes et féministes sont représentées par le [Women Gender Constituency](#).

Les neuf groupes de la "société civile" représentés comme observateurs à la CCNUCC ("UNFCCC Constituencies") :

- ONG de recherche et indépendantes : RINGOs - Research and Independent Non-Governmental Organizations, coordonné par Vermont Law School et Washington University in St. Louis.
- ONG environnementales : ENGOs (Environmental NGOs), coordonné par le Climate Action Network et Global Campaign to demand Climate Justice.
- Femmes et genre : Women Gender Constituency, coordonné par GenderCC- South Africa et Women's Environment & Development Organization (WEDO).
- Organisations de jeunes : [YOUNGOS](#) (Youth NGOs), coordonné par Swiss Youth for Climate et UmeUs United Pvt. Ltd.
- Organisations des Peuples autochtones : IPOs (Indigenous Peoples Organizations), coordonné par Asia Indigenous Peoples Pact.
- Organisations syndicales : TUNGOs (Trade Union NGOs), coordonné par International Trade Unions Confederation.
- Autorités locales (collectivités) : LGMAs (Local Governments and Municipal Authorities), coordonné par ICLEI - Local Governments for Sustainability.
- Agriculteurs : Farmers, coordonné par World Farmers Organization. (Statut provisoire à confirmer).
- Entreprises et industries : BINGOs (Business and Industry NGOs), coordonnées par la Chambre de commerce internationale.

Processus de préparation de la COP 27

Dans le cadre de la préparation de cette "COP africaine", une semaine africaine sur le climat s'est tenue à Libreville au Gabon du 29 août au 2 septembre, rassemblant plus de 1000 représentant-es de gouvernements, société civile, secteur privé, de 50 pays. [Télécharger le programme de la semaine sur le climat](#)

- [Site web de la Semaine africaine sur le climat-><https://fr.africaclimateweek-gabon.org/>

P.-S.

[L'égalité femmes-hommes dans les négociations climatiques, les mobilisations féministes](#)

Notes

[1] États-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni et Russie représentaient ensemble 62% des dépenses militaires mondiales en 2021. Pour la période 2017-2021, les cinq plus grands exportateurs d'armes ont été les États-Unis, la Russie, la France, la Chine et l'Allemagne, soit en tout 77 % de toutes les exportations d'armes. Les cinq premiers importateurs : Inde, Arabie saoudite, Égypte, Australie et Chine. En 2022 les dépenses mondiales ont poursuivi leur hausse : 2 240 milliards de dollars (2 040 milliards d'euros), soit 2,2 % du PIB mondial. Synthèse pour 2021 <https://sipri.org/sites/default/fil...>